

L'emploi transfrontalier sur le Web

Bâle Trois régions s'unissent pour organiser le marché du travail

Dans quels secteurs le chômage sévit-il en Alsace? Comment se répartit la population en âge de travailler dans le Bade-Wurtemberg?... Près de 90 000 personnes traversent chaque jour les frontières qui séparent Suisse, France et Allemagne aux alentours de Bâle pour rejoindre leur travail. Les services d'emploi de la région du Rhin Supérieur, qui englobe l'Alsace, le Bade-Wurtemberg, le sud du Land de Rhénanie-Palatinat et le nord-ouest de la Suisse ont uni leurs forces pour proposer sur Internet un monitoring du marché du travail. Et, si possible, répondre aux questions citées ci-dessus.

Une région avec six millions d'habitants

Inutile d'espérer pour l'heure des offres d'emploi. L'idée est d'encourager les échanges et d'informer sur les conditions-cadres. «Des espaces plus larges offrent des chances plus grandes, aussi par temps de crise», vante Eva Strobel, présidente de la direction Bade-Wurtemberg de l'Agence fédérale pour l'emploi. Les services des statistiques de Bâle-Ville ont mis sur pied ce monitoring pensé pour l'EURES-T Rhin, soit le réseau d'informations pour faciliter la mobilité des travailleurs de la région. Il concerne six millions d'habitants.

Le financement de ce nouveau service (80 000 euros pour le lancement, 10 000 euros annuels pour sa maintenance) est assuré aux deux tiers par l'Union européenne et un tiers par la Suisse, via le Secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco). Le réseau EURES-T existe aussi en Suisse aux abords du lac de Constance et à la frontière entre Autriche, Italie et Grisons. «Ac-

tuellement, les Suisses sont peu intéressés par une activité professionnelle de l'autre côté des frontières. Cette tendance pourrait changer avec une évolution des conditions salariales», observe Lydie Beuret, responsable EURES au Seco.

Etrangers très demandés dans les services

A Bâle, la collaboration inter-frontalière se développe depuis plusieurs décennies, notamment depuis la création en 1963 de l'association Regio Basiliensis. Avec «l'Eurodistrict Trinationnel de Bâle», des projets voient le jour, surtout dans les transports, grâce à l'EuroAirport Bâle-Mulhouse ou le prolongement de lignes de tram jusqu'en Allemagne. Au niveau du travail, Bâle est essentiellement hôte de main-d'œuvre issue des pays voisins. Quelque 30 000 Alsaciens et 28 000 Allemands passent la frontière pour travailler dans le nord-ouest de la Suisse. Seule une centaine de Suisses se rendraient en Alsace. «Les rapports de force sont particuliers mais Bâle a besoin de ces travailleurs, notamment dans les services», rappelle Hansjörg Dolder, responsable de l'Office du travail. «Ici nous sommes fiers des Alsaciens qui servent dans nos restaurants avec un accent charmant.» L'allusion est faite – même discrète – aux tensions politiques que réveillent les frontaliers à Genève.

«A Bâle, les mouvements hostiles ne sont pas sensibles au niveau politique», confirme Christoph Koellreuter, directeur de Metrobasel. Cette plate-forme pour le développement de la métropole s'intéresse à l'aura de la région qui va jusqu'à Saint-Louis, en France,

et englobe les alentours de Lörrach, en Allemagne. Quelque 80% du PIB émanent du côté suisse et les vœux d'expansion ou de collaboration de Metrobasel s'orientent vers Zurich. Car au-delà des frontières, l'Alsace apparaît d'abord comme une région parfois oubliée par Paris. Christoph Koellreuter rappelle le conseil du dicton: travailler à Bâle, faire ses achats à Lörrach et vivre en Alsace. «Les frontières linguistiques rendent parfois la situation plus complexe qu'à Genève, notamment au niveau de l'emploi.»

Expérience genevoise

Or Genève, où la question des frontaliers est source de rivalités politiques, n'a pas de lien avec le service EURES-T. Mais la coordination entre les régions sur le marché du travail se fait avec beaucoup de zèle, selon Patrick Schmied, chef de l'Office cantonal de l'emploi (OCE). «Avec les instances déjà en place, surtout côté français, nous pouvons davantage parler d'abondance que de pénurie de réseaux.» Il cite le Groupement de transfrontaliers ou encore l'Observatoire statistique transfrontalier valdo-genevois. Actuellement, le nombre de frontaliers atteindrait 80 000 si l'on y englobe les Suisses et binationaux qui ont élu domicile en France voisine. Ce chiffre pourrait rapidement être revu à la baisse. La crise actuelle touche les frontaliers en première ligne, rappelle le chef de l'OCE, surtout ceux engagés de manière intérimaire.

Anne Fournier

Le site du monitoring du marché du travail de la région bâloise: www.arbeitsmarktmonitoring-eures-t-oberrhein.eu